

Diversions en chaîne

Ilan
Halevi

Parler de l'impasse du processus de paix est désormais un cliché. Certes, il y a bien encore des tergiversations, et même, de temps en temps, des conversations – sur l'arrière-plan d'une lente, ô combien lente, érosion de l'intransigeance israélienne – à propos d'un éventuel redéploiement de 13 % de la Cisjordanie, selon une formule proposée par l'administration américaine. Mais pour l'essentiel, le processus enclenché il y a cinq ans avec la signature de la Déclaration de principes israélo-palestinienne sur les Accords intérimaires d'autogouvernement semble aujourd'hui moribond.

La seule chose certaine, c'est que le compte à rebours des cinq ans de la période intérimaire, déclenché par les Accords du Caire le 4 mai 1994, prendra fin en mai 1999. En l'absence de tout nouvel accord, la fin de la validité contractuelle des accords dits d'Oslo, et aujourd'hui encore en grande partie inappliqués, signifie l'entrée dans un nouveau jeu, dépourvu de toute règle. C'est l'entrée dans l'ère du *de facto*, où le rapport de forces commande tout : rapport de forces matériel et local, où la supériorité d'Israël ne fait aucun doute, et rapport de forces politique et moral, régional et international, où le gouvernement israélien actuel est très isolé et tout à fait vulnérable. Ce compte à rebours, cependant, débouche sur une incertitude absolue : que fera le gouvernement israélien si l'Autorité nationale palestinienne proclame, comme elle en a le droit selon la lettre et l'esprit des accords mêmes dont la validité va venir à terme, l'indépendance de l'Etat palestinien, dans les frontières du 4 juin 1967, et avec Jérusalem-Est pour capitale ? Selon Yossi Beilin, chef de file des « colombes » du Parti travailliste israélien, on s'achemine vers la violence à coup sûr, et il faut donc négocier une prolongation de la période intérimaire. Mais sans contrepartie, on voit mal comment la partie palestinienne pourrait en accepter le principe – et nous voilà revenus au point de départ.

Ce qui étonne, cependant, dans cette impasse, c'est le comportement du parrain américain. Ici la plus grande, l'unique

superpuissance qui demeure au monde démontre une impuissance insigne. Comme dans un feuilleton estival, Madeleine Albright, Dennis Ross et la Maison Blanche n'ont cessé, depuis trois mois, de tourner autour du pot : une initiative secrète, des cartes invisibles, des ultimatums indéfiniment renouvelables, des menaces jamais concrétisées, des montagnes qui accouchent de souris, des tournées dans le vide, des coups d'épées dans l'eau.

Le « Lewinskygate », dans ce contexte, est un dispositif à double tranchant. Qu'est-ce, en effet, qui fait diversion à quoi ? Les déboires domestiques de Clinton doivent-ils être recouverts par l'urgence d'une nouvelle crise avec l'Irak, ou bien n'est-ce pas au contraire l'impuissance américaine face à Nétanyahou qu'il s'agit de camoufler ?

La vraie diversion, cependant, c'est, comme il y a quelques mois, une nouvelle crise du Golfe. L'Irak, prétend Richard Butler, est forcément coupable de dissimuler quelque chose, puisque les inspecteurs de l'ONU n'y trouvent rien. Le scénario, éprouvé voici quelque temps, est bien connu, mais il commence aussi à montrer ses limites : car au bout de toutes ces brimades, la pression internationale se fait de plus en plus insistante pour que soit levé l'embargo qui pénalise le peuple irakien, et pour que l'Irak soit réintégré dans le système des Etats. C'est également disparition de l'épouvantail libyen. Les deux agents libyens soupçonnés d'avoir piégé l'avion de la PanAm qui s'est écrasé à Lockerbie seront finalement jugés par une juridiction écossaise aux Pays-Bas, et la Libye, désormais bien calée sous l'aile protectrice du Grand Frère égyptien, va pouvoir sortir de sa quarantaine et rejoindre le Club de Barcelone. Quant à la stratégie des Helms-Barton et autres d'Amato pour isoler l'Iran et construire une coalition internationale contre Téhéran, elle s'effondre dans la perestroïka iranienne : car Khatami comme Gorbatchev en son temps, entend bien « les priver d'ennemis ». Après la venue du président syrien Assad à Paris, la visite d'Hubert Védrine dans la capitale iranienne et l'invitation de Khatami en France symbolisent bien le

changement et le chemin parcouru depuis l'assassinat de l'ambassadeur français Delamare à Beyrouth, les attentats suicides contre le contingent français de la force multinationale au Liban, les bombardements de la Bekaa et les bombes à Paris, comme depuis le soutien du Quai-d'Orsay à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran et à Michel Aoun dans sa croisade antisyrienne.

Face à ces déconvenues, ces revers et ces limites imposées à la toute-puissance américaine, les attentats de Nairobi et de Dar es-Salam viennent offrir un scénario de rechange. Il ne faut d'ailleurs pas s'imaginer que l'Afrique ne serve ici que de décor. Car les Etats-Unis, on le sait, ont « découvert » le continent africain avec le voyage de Clinton, et l'appel d'air constitué par l'écroulement du système Mobutu (brevet belge, licence française), une faille sismique qui commence avec le génocide rwandais, se poursuit avec la déstabilisation du Burundi, débouche sur la crise des deux Congo, et accélère la militarisation du continent. Dans ce mouvement, le centre de gravité se déplace vers l'anglophonie : à travers les guerres civiles (Liberia, Sierra Leone), où émerge la superpuissance militaire du Nigeria, comme à travers les crises qui consacrent le poids militaire de l'Ouganda, le poids politique de la Tanzanie et du Zimbabwe, et l'autorité morale et diplomatique de la nouvelle Afrique du Sud, comme par hasard elle aussi secouée, quelques jours après les frappes américaines, par un attentat revendiqué par un groupuscule islamiste inconnu. Il faut d'ailleurs noter, à la faveur de la crise de l'Afrique des grands lacs, l'entrée en jeu et en force de l'Angola, nouvelle puissance pétrolière et récemment devenue partenaire privilégié des Etats-Unis. Mais Nairobi et Dar es-Salam, deux capitales anglophones, sont situées de part et d'autre de la ligne de démarcation imprécise et relative qui sépare la zone d'influence de l'islam de celle du christianisme en Afrique (comme en témoigne la présence ostentatoire des équipes de sauveteurs israéliens au Kenya). Message à tiroirs, donc, que les assassins de Nairobi et de

Dar es-Salam envoient à Washington. Prétexe, surtout, à une diversion de grande envergure : des centaines de morts, des milliers de blessés, un véritable carnage, une indignation légitime, et la mise en œuvre immédiate de la riposte-vengeance. Car l'Amérique, ne l'oublions pas, est le pays de la peine de mort, le pays de la « légitime défense » armée, où le meurtre-au-service-du-Bien, l'élimination physique des Méchants est encore considérée comme fondatrice de l'ordre social.

Dès le lendemain des attentats, les officiels et les services secrets américains affirment en avoir identifié les auteurs, et alors même que le monde entier retient son souffle en entendant le Président avouer avoir entretenu avec la stagiaire Monica Lewinsky une relation « incorrecte », le même Président ordonne à l'aviation américaine de bombarder les territoires du Soudan et de l'Afghanistan, détruisant ici une usine pharmaceutique et là de prétendus camps d'entraînement pour terroristes islamistes.

Les frappes américaines en Afghanistan et au Soudan, au-delà de la question de leur précision et de leur efficacité, dessinent un ordre international où le droit est suspendu dès que la sacro-sainte « sécurité » est invoquée. Or, quand l'Etat répond au terrorisme par la terreur, c'est la loi de la jungle qui triomphe. C'est là l'« israélianité » de la politique américaine. C'est là aussi qu'apparaît, dans toute sa nudité, la pusillanimité des réactions européennes.

Pour décoder un peu cette authentique construction, il faut rappeler quelques faits essentiels : Ossama Ben Laden, le « milliardaire saoudien intégriste » désigné par les Américains comme l'ogre du moment, est l'un des anciens piliers de l'islamisme made in USA, l'homme de la filière afghane. Car l'ultra-conservatisme des Frères musulmans égyptiens et de leurs émules, jadis courtisés par l'Axe (qui se souvient encore du Congrès des peuples d'Orient à Bakou en 1921, des théories sur le « nationalisme musulman », et même du roi afghan Amanou Allah, allié de la révolution russe ?) s'était inscrit, dès la fin des années

cinquante, dans la stratégie antisoviétique des Américains contre les régimes modernistes-nationalistes en Egypte et en Syrie.

L'Afghanistan, dans ce contexte, aura constitué un tournant. Car la lutte contre l'invasion et l'occupation soviétique de ce pays, au lendemain de la victoire de la révolution iranienne, financée et soutenue par la puissance américaine, par le Pakistan et par les régimes conservateurs du monde arabe, va également être l'occasion d'une très large mobilisation dans beaucoup de pays musulmans, précipitant la cristallisation d'un certain nombre d'hypothèses islamistes dans les pays où cette mobilisation va s'opérer, souvent avec le soutien ouvert des gouvernements locaux. Une cristallisation qui fait d'ailleurs écho à l'impact parallèle du syndrome afghan (puis tchétchène) dans la société russe.

Or, dès 1992, le torchon brûle entre la CIA (qui est dans un rapport fluctuant avec la diplomatie officielle et la volonté politique du Département d'Etat et de la Maison Blanche) et ses anciens alliés islamistes. Les attentats de Dar es-Salam et de Nairobi procèdent sans doute aussi de cette querelle d'associés, sinon d'une pure stratégie de provocation sur commande. Récapitulons :

A la mi-décembre 1992, le gouvernement israélien expulse 417 présumés islamistes palestiniens vers le sud du Liban, provoquant l'interruption des négociations israélo-arabes engagées à Madrid et qui se poursuivaient à Washington.

En février 1993, un attentat à la bombe secoue le World Trade Center à New York. C'est, paraît-il, l'œuvre d'un réseau islamiste lié au cheikh égyptien Omar Abderrahman. Apprenant son arrestation, le président égyptien Hosni Moubarak s'était alors spontanément écrié : « *Mais il est notoire que c'est un agent de la CIA !* » Il semble pourtant que ce soit le FBI, et non la CIA, qui ait infiltré le réseau en question. Le nom du même cheikh a d'ailleurs refait surface après les attentats meurtriers de Louxor, au printemps dernier, qui suivaient de très près la défection égyptienne au sommet économique arabo-

israélien de Doha. En clair : à un moment où les rapports américano-égyptiens étaient au plus bas.

C'est également à la même époque, début 1993, que se déroule une mystérieuse fusillade à Langley, devant le siège de la CIA, impliquant d'anciens agents pakistanais, puis une longue série d'attentats anti-américains au Pakistan, qui dégénèrent en terrorisme confessionnel visant à exacerber les contradictions entre sunnites et chiïtes dans ce pays.

On retiendra de cette époque deux prises de positions américaines édifiantes. Warren Christopher, nouveau secrétaire d'Etat, avait alors déclaré devant une commission parlementaire : « *Nous sommes récemment parvenus à la conviction que ces mouvements [le Hamas et le FIS algérien] sont terroristes, et nous avons suspendu nos relations avec eux.* » Mais la philosophie sous-jacente à cette politique, c'est Les Aspen, éphémère secrétaire d'Etat à la Défense de la première administration Clinton, qui l'avait exposée à la Commission du Congrès pour la Défense. Il s'agit de la théorie des nouveaux « ennemis globaux ».

Il existe, Dieu merci devrait-on dire, un débat au sein des appareils américains à propos de cette théorie. Certains responsables américains ne sont pas convaincus que l'industrie militaire et l'hégémonie américaine aient un besoin impérieux d'ennemi global après la fin de la guerre froide. Des ennemis locaux et ponctuels, ou simplement le désordre, comme en Somalie ou en Bosnie, peuvent parfaitement suffire à entretenir le racket international de protection que les Etats-Unis dirigent, et qui les protège des effets possibles de la compétition économique avec l'Europe et l'Asie. Mais Les Aspen, météore dans l'administration américaine, aura eu le mérite de fournir une théorisation, voire un dogme, à la tentation globalisante et de désigner les nouveaux périls : le fondamentalisme islamique, les mouvements et Etats terroristes qu'il inspire, et les armes de destruction massive dont il tente de se doter.

En 1993, Aspen cite là, en vrac, l'Irak, l'Iran et la Syrie, le Soudan et la Libye, les islamistes algériens et palestiniens.

Dans son roman *Harlot's Ghost*, saga à peine romancée sur l'histoire de la CIA, Norman Mailer met en scène un patron du renseignement américain qui déclare à ses élèves espions que c'est Felix Djerzinsky, le fondateur de la Tcheka soviétique, qui a inventé le contre-espionnage, en organisant et en manipulant l'opposition interne au pouvoir de Staline : ABC d'un métier où les Américains, comme leurs protégés israéliens, sont passés maîtres. On touche ici à un terrain littéralement vertigineux, où la raison critique et analytique risque à chaque instant de sombrer dans la paranoïa la plus vulgaire, la « théorie du complot » ou sa forme anoblie, que Victor Serge devait appeler, une fois pour toutes, la « conception policière de l'histoire ».

Or, on l'a vu, l'opposition internationale à l'hégémonie américaine, depuis cette époque, s'est affaiblie. Elle s'est en tout cas considérablement éloignée du discours de la confrontation et du défi. Poliment, en 1994, les Japonais ont décliné l'offre américaine de faire de la Corée du Nord un Irak extrême-oriental, tandis que les Américains eux-mêmes finissaient par décider que la Chine les intéressait plus en tant que marché qu'en tant qu'épouvantail.

Heureusement, il y a le Pakistan, cet allié instable, constamment menacé de prurit démocratique. C'est l'été 1998 qui aura apporté la réponse aux attentes de Les Aspen. Les fascistes hindous du BJP au pouvoir ont procédé à une série d'essais nucléaires. La sécurité du monde est aujourd'hui véritablement menacée par d'authentiques fanatiques. Qui osera prétendre, dans ces conditions, que les Etats-Unis n'ont pas d'autres chats à fouetter que ce garnement de Bibi ?

—I. H.

Paris, 26 août 1998